

Edition : **Octobre 2025 P.42-48**

Famille du média : **Médias spécialisés**

**grand public**

Périodicité : **Mensuelle**

Audience : **300000**

Sujet du média : **Tourisme-Gastronomie**



Journaliste : **MATHIEU DOUMENGE**

Nombre de mots : **3515**

**TERRE DE VINS**

DOSSIER • LA RUEE VERS L'EAU



Pourra-t-on encore produire du vin, après-demain, dans un monde menacé par la pénurie d'eau ? Enjeu majeur pour l'ensemble de l'agriculture, et donc pour la viticulture, l'accès à la ressource en eau place déjà en première ligne certaines régions frappées de plein fouet par le changement climatique.

Collectivement, individuellement, les scientifiques et les vignerons explorent des solutions

# LA RUÉE VERS L'EAU

PAR MATHIEU DOUMENGE, PHOTOGRAPHIES DR

« **N**ous oublions que le cycle de l'eau et le cycle de la vie ne font qu'un. » Cette citation, attribuée au commandant Jacques-Yves Cousteau, est prophétique. Sans eau, il n'y aurait pas de vie sur Terre. Tel est l'enjeu de la préservation de cette ressource essentielle qui, pourtant, ne cesse d'être mise à mal. Selon le sixième rapport du Giec (Groupe d'experts

intergouvernemental sur l'évolution du climat), la question de l'eau occupe une place centrale face aux effets du changement climatique. On estime que près de la moitié de l'humanité souffre déjà du manque d'eau au moins un mois par an. Que 2 milliards d'humains n'ont pas d'accès à l'eau potable. Et qu'ils pourront être entre 3 et 4 milliards à souffrir de pénuries d'eau à grande échelle, si un scénario de réchauffement planétaire entre 3 et 4 °C venait à se confirmer pour la fin du XXI<sup>e</sup> siècle. Outre la sécheresse qui pourrait frapper jusqu'à 8 % de la population mondiale, si l'on suit ce même scénario, les risques d'accidents climatiques, de précipitations violentes et d'inondations se verraient par ailleurs multipliés par 4 ou par 5.

Pendant que « notre maison brûle », pour reprendre les termes d'un ancien président de la République, et que notre société consumériste regarde ailleurs, l'agriculture, elle, se retrouve en première ligne. Comment continuer à produire des céréales, des légumes, des fruits, comment continuer à élever des animaux, dans un écosystème frappé par le manque d'eau ? Et si, après-demain, ces productions essentielles à la survie humaine deviennent prioritaires, qu'en sera-t-il de la viticulture, potentiellement jugée « non prioritaire » ? Des interrogations vertigineuses dont la filière vin est déjà en train de s'emparer.

## Quels besoins en eau pour la vigne ?

S'il est acquis que la vigne est une plante des plus résilientes, il n'en demeure pas moins qu'elle a besoin d'eau pour subsister, et pour maintenir la balance de sa physiologie. Plus son régime hydrique sera équilibré, c'est-à-dire sous contrainte mais sans déficit, plus ses raisins seront de qualité. Dit plus vulgairement, passé un certain niveau de chaleur et de sécheresse, la vigne ne produit plus de raisins aptes à délivrer de bons vins – mais, surtout, elle meurt.

On estime que la vigne a besoin au minimum de 250 à 350 litres d'eau pour produire 1 litre de moût (on parle bien ici des apports à la vigne et non de la consommation d'eau au cuvier, au chai, ou destinée à l'entretien des équipements et installations techniques). Pour un tel approvisionnement, il n'existe pas trente-six ressources différentes : soit l'eau tombe du ciel, et cela devient de plus en plus incertain dans des régions touchées par des pluviométries déclinantes, voire des épisodes de sécheresse répétés ; soit on a recours à un apport d'eau externe pour compenser le déficit de précipitations.

C'est là que le bât blesse. Vis-à-vis de l'irrigation, tous les vignobles n'ont pas la même politique, loin s'en faut. Dans

certaines régions comme Mendoza, en Argentine, voire la quasi-totalité de l'Australie ou de la Californie, le « dry farming » est pratiquement impossible, à de rares exceptions près, et l'irrigation est la norme. Reste à voir si elle est opérée en dépit du bon sens – en mobilisant de l'eau qui pourrait être utilisée à d'autres fins, et en ouvrant les vannes sans gestion ni contrôle – ou si elle fait l'objet d'une approche drastique, via un stockage planifié et un goutte-à-goutte ciblé. Plus près de nous, l'exemple de l'Espagne est lui aussi extrêmement parlant : on estime que 40 % de la viticulture ibérique se maintient « sous perfusion » de l'irrigation.

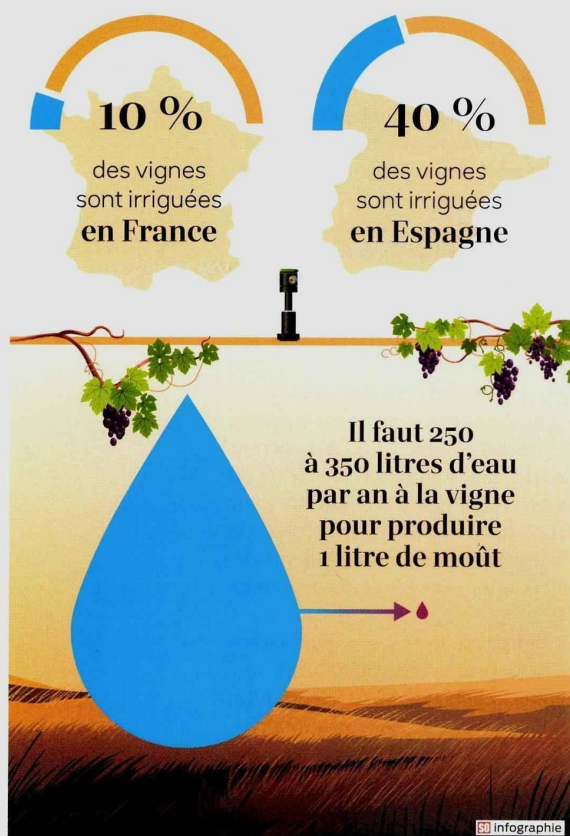
Et en France ? D'après les données de France AgriMer, la surface de vignes irriguées dans notre pays était de 69 000 hectares en 2020, contre 29 000 hectares en 2010. Une nette progression, donc, qui ne peut être dissociée des effets du changement climatique. Mais, si on la rapporte à la superficie totale du vignoble national, et en incluant les campagnes d'arrachage actuellement en cours, on peut considérer que seulement 10 % du vignoble français est irrigué – essentiellement sur l'arc méditerranéen, entre les régions Occitanie et Provence-Alpes Côte d'Azur.

## Déconstruire le tabou de l'irrigation

En France, l'irrigation pour la viticulture reste un sujet assez tabou – pour des questions de gestion « prioritaire » de la ressource en eau, mais aussi conformément à l'idée, profondément ancrée, que la vigne a besoin de souffrir pour produire de grands vins. Une idée que conteste Alain Deloire, spécialiste de la physiologie de la vigne, consultant et ancien professeur de viticulture à Montpellier SupAgro : « *Tout d'abord, je ne sais pas ce que c'est qu'un grand vin. Ce que je sais, c'est que, quel que soit votre terroir, au-delà d'un certain niveau de stress hydrique, votre vigne va produire un vin médiocre. La qualité du vin vient de la qualité du raisin, et la qualité du raisin, c'est la composition du fruit – le professeur Pascal Ribéreau-Gayon l'avait expliqué il y a cinquante ans. Un raisin déséquilibré, ce sont des taux de sucre trop élevés donc trop d'alcool, une mauvaise synthèse des polyphénols, des tanins astringents, des arômes fusillés, etc. Pour éviter ça, il existe différents leviers, et l'irrigation peut en faire partie. Attention, pas l'irrigation pour faire de gros rendements (à la rigueur pour les maintenir), mais l'irrigation pour permettre l'expression, voire l'amélioration des terroirs, et la pérennité de la vigne. Quand je disais cela en conférence il y a vingt ans, on m'insultait, maintenant on m'écoute un peu plus attentivement.* »

L'annonce récente par la famille Guinaudeau de la sortie des appellations Pomerol et Bordeaux, pour faire passer leurs propriétés château Lafleur et château Grand Village en Vin de France, vise justement à s'autoriser plus de souplesse au sujet de l'irrigation, en particulier, face à un réchauffement climatique qui évolue plus vite que les cahiers des charges des AOC (voir encadré).

Alain Deloire défend et répand l'idée d'une « boîte à outils » pour répondre au changement climatique, combinant couverts végétaux, évaluation du système racinaire, agrofores-





### Les Corbières à l'épreuve des flammes

Le « plus grand incendie du siècle », qui s'est abattu sur le département de l'Aude, en partant le 5 août 2025 de la commune de Ribaute, a parcouru plus de 16 000 hectares, meurtrissant le paysage, détruisant des habitations et touchant 1 000 à 1 500 hectares de vignes (première estimation issue de différentes remontées de terrain) sur les 8 300 que compte l'appellation. Le Cellier des Demoiselles, cave coopérative fondée en 1914 à Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse, a été particulièrement touché. Aurélie Giron, directrice de l'AOC Corbières, nous faisait part du traumatisme de toute la communauté vigneronne audoise : « 40 % des vigneronnes ne sont même pas encore allés dans leurs vignes. C'est trop dur pour eux », déclarait-elle quelques jours après l'incendie.

Gérard Bertrand, figure incontournable du vignoble languedocien, n'a pas tardé à réagir face au drame : « Nous n'avons pas anticipé que, dans les Corbières, l'eau doit être le sujet numéro un. Sans eau, rien n'est possible, ni agriculture, ni viticulture,

ni industrie, ni tourisme. Il faut aussi que l'eau soit disponible partout et qu'elle soit correctement distribuée aux habitants. Nous avons la chance de disposer de l'eau du Rhône, qui déverse 60 à 70 milliards de mètres cubes à la mer. Nous ne prélevons que 200 millions de mètres cubes, nous pouvons donc doubler le réseau Aqua Domitia et apporter de l'eau sur nos territoires. Cela fait dix ans que ce projet est en suspens. Aujourd'hui, acheminer cette eau est une urgence absolue. Il faudrait également organiser un réseau de retenues collinaires. S'il y avait des retenues, les pompiers pourraient s'approvisionner plus facilement et plus rapidement. Cela créerait aussi des espaces de biodiversité, des écosystèmes et connecterait les cours d'eau pour avoir de l'eau disponible, en plus de l'eau du Rhône, pendant la période estivale. L'Occitanie doit devenir un Eldorado eau ! »

Propos recueillis par Willy Kiezer et Lucie de Azcarate.  
Entretiens à lire en intégralité sur [Terredevins.com](https://www.terredevins.com)

terie par endroits en comptant le bilan hydrique, meilleure gestion des systèmes de conduite et des modes de taille de la vigne, mais aussi meilleur choix des dates de vendanges... et irrigation mesurée. Il invite les viticulteurs à changer leur paradigme : « Généralement, on calcule l'apport d'eau en mètres cubes par hectare par an, partant du principe que 1 mm = 10 m<sup>3</sup>. En réalité, il vaudrait mieux calculer en litres par cep à des moments clés du cycle de la vigne, pour cibler le système racinaire, par exemple 25 litres par pied au moment du débourrement si l'hiver et le printemps ont été secs. »

Une vision partagée par Jean-François Berthoumieu, climatologue basé en Haute-Garonne dont les travaux scientifiques ont d'abord porté sur les orages et la grêle, avant d'évoluer

vers les effets du changement climatique sur l'agriculture. Pour lui, la canicule de 2003 a été un déclic important : « Elle nous a appris que l'eau et le végétal sont les principaux leviers face au changement climatique, et que le modèle inspirant est celui de l'oasis. Comment capter l'eau, la diriger, la répartir, la stocker, la réutiliser, garder la fraîcheur, maintenir l'humidification des sols, garder des couverts végétaux ? Dans les régions sèches, les épisodes de pluie brefs et violents provoquent des dégâts considérables alors qu'on devrait pouvoir mieux capter cette eau pour la réutiliser au moment où les cultures en ont besoin. Cela peut se faire si l'on sort des modèles occidentaux pour s'inspirer de modèles plus méditerranéens, ceux des Romains, des Arabes... »

**Le chemin de l'hydrologie régénérative**

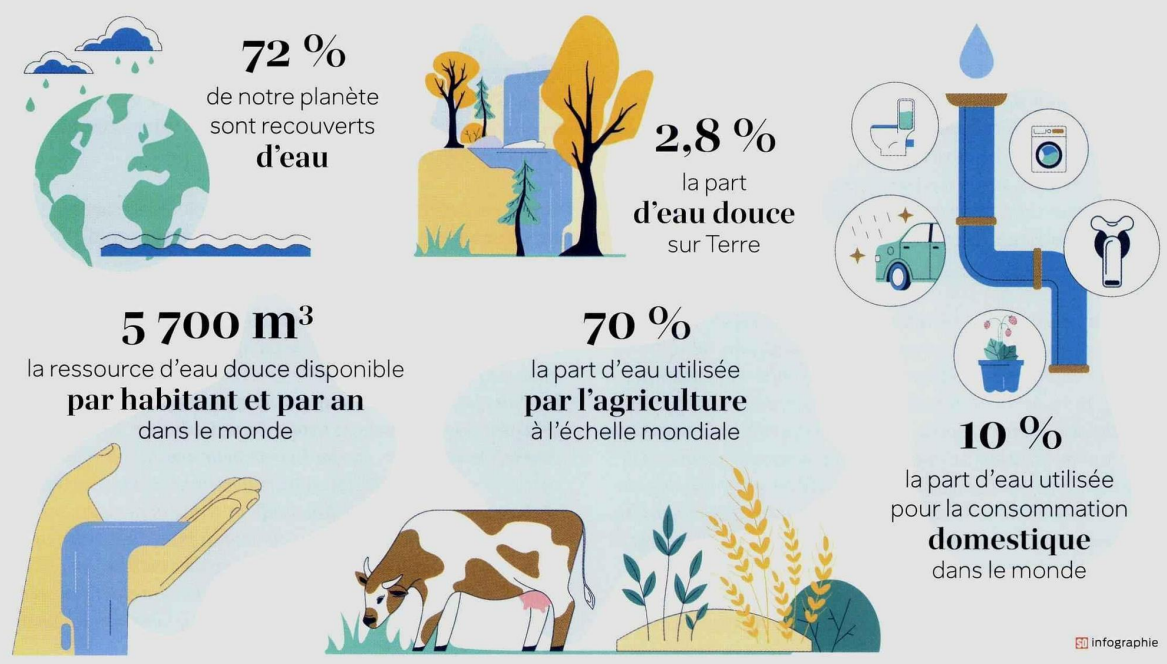
Cette idée de « cultiver l'eau », et de bien faire la distinction entre le rôle de l'eau « bleue », celle issue des rivières, des mers et océans, et celui de l'eau « verte », celle des sols, des plantes et de la biomasse, est au cœur du mouvement de l'hydrologie régénérative, qui fait aujourd'hui des émules dans la filière viticole. Des experts comme Charlène Descollonges, Samuel Bonvoisin et Simon Ricard sont fréquemment invités à apporter leur éclairage sur une meilleure gestion des paysages agricoles et ainsi repenser le cycle de l'eau : ralentir, répartir, infiltrer et stocker l'eau de pluie directement dans les sols, afin de prévenir l'érosion, recharger les nappes phréatiques, et créer une résilience hydrique locale. Samuel Bonvoisin, notamment, estime que jusqu'à deux tiers des pluies continentales proviennent de l'évapotranspiration des sols et de la végétation, pas des océans.

Pour retarder le recours à l'irrigation, l'hydrologie régénérative préconise la création de retenues collinaires, de baissières, de noues végétalisées, de mares temporaires, mais aussi de rangs perpendiculaires à la pente et autres tranchées d'infiltration afin de retenir l'eau au maximum sur le territoire.

C'est certainement sous terre que vont se trouver une partie des réponses au changement climatique. Lors d'une journée de réflexion et d'échange organisée au château Angé-lus, Sophie Trouvelot et Daniel Wipf (Université de Bourgogne-Europe/Inrae de Dijon) ont exposé le résultat de leurs recherches sur l'effet du réseau mycorhizien sur la bonne gestion des ressources hydriques de la plante : ces recherches prouvent que, même en condition désertique, une plante my-

corhizée présente une meilleure efficacité photosynthétique et ajuste sa physiologie pour afficher un stress hydrique réduit. Conclusion : privilégier la vie organique des sols aide la vigne à mieux gérer sa ressource en eau.

Le problème est, comment même envisager cette hydrologie régénérative, si l'eau est déjà aux abonnés absents ? Stéphanie Daumas, directrice du syndicat de l'AOC Languedoc, ne fait pas dans la langue de bois. Pour un syndicat qui regroupe quelque 4 700 opérateurs (caves particulières, coopératives, négoce) sur une superficie potentielle de 10 000 hectares et 500 communes sur quatre départements, la réalité du changement climatique ne frappe pas tout le monde avec la même intensité : « Sur notre territoire, on observe une grande différence de pluviométrie entre ce qui se situe, grosso modo, au nord de Narbonne et ce qui se situe au sud de Narbonne – cette partie étant particulièrement frappée par la sécheresse à répétition. Le plus compliqué est qu'il n'y a presque plus de recharge hivernale, et encore moins printanière. Si l'on ajoute à cela un effet « sèche-cheveux » en été, on constate que les vignes sont très en souffrance. Cela pose forcément la question de la survie d'une partie du vignoble. Aujourd'hui, nous travaillons à la mise en place d'une boîte à outils, un ensemble de solutions qui inclut les porte-greffes, les variétés plus résistantes à la chaleur, le bio-char (amendement du sol à base de déchets de bois), la surface foliaire, et la réflexion doit s'ouvrir à toute la configuration du territoire, espacer la vigne avec des zones boisées qui sont des réservoirs de fraîcheur. L'autre sujet est aussi celui du déplacement du vignoble, qui à l'avenir sera sans doute moins près des côtes et se localisera davantage vers les montagnes. Tout cela



Infographie



*ne se fera pas en un jour, mais nous devons examiner toutes les solutions, car l'irrigation ne pourra pas être la seule réponse.»*

### **Dans les Corbières, une chute dramatique des rendements**

Si l'on zoome sur des parties spécifiques du Languedoc qui sont concernées par cet enjeu majeur de la pénurie d'eau, on se tourne forcément vers les Corbières. Quelques semaines avant le terrible incendie du mois d'août 2025 (voir encadré), nous interrogeons Aurélie Giron, directrice de l'AOC Corbières, sur ce sujet : « *Il ne faut pas mâcher ses mots, la gestion de l'eau devient une question de survie pour l'appellation, tout simplement. En une vingtaine d'années, la situation s'est extrêmement détériorée, avec une accélération du phénomène.* » Pour établir un diagnostic précis sur les quelque 8 300 hectares que couvre l'appellation, une étude des données météorologiques croisée avec des fosses pédologiques a été opérée sur trois segments différents du vignoble, irrigués ou non irrigués, sous influence plutôt océanique ou méditerranéenne. Le verdict est sans appel : sur les zones, y compris les plus humides, qui recevaient jusqu'à 900 mm de pluie au début des années 2000 et 700 mm en 2010, le bilan hydrique (soit le rapport entre l'eau reçue et l'évapotranspiration de la plante) est désormais négatif. L'effet est immédiat sur les rendements : l'appellation produisait 283 000 hectolitres en 2022, 207 000 en 2023 et... 120 000 en 2024.

Les incendies de cet été – dont la dimension catastrophique s'amplifie lorsqu'on ajoute ceux qui ont aussi frappé l'Espagne, le Portugal et la Grèce – soulignent d'ailleurs un cercle vicieux : le manque d'eau stigmatise violemment les vignobles

méridionaux, cristallisant la crise de production de la filière et accélérant les décisions d'arrachage ; or, les vignes une fois arrachées ne jouent plus leur rôle de pare-feu, aggravant encore les risques d'incendies.

La question de l'irrigation se fait donc impérieuse ; mais là aussi, pas de miracle possible, explique Aurélie Giron : « *Il y a 10 % de l'appellation qui est concrètement irrigable. Le réseau Aqua Domitia (programme lancé en 2008 acheminant en particulier l'eau du Rhône et confié au groupe BRL, concessionnaire du réseau hydraulique régional) s'arrête à Narbonne. Pour ces 10 % pouvant accéder à l'eau, il y a déjà toute une méthodologie à mettre en place, pour une irrigation mesurée : il est hors de question d'"ouvrir le robinet" de manière inconsidérée. Pour les 90 % restants, comment faire ? Comment stocker l'eau, même la plus petite goutte de pluie ? Quel travail sur les couverts végétaux, sur l'enherbement, pour conserver de la fraîcheur sans concurrencer la vigne ? Quelle réflexion sur les cépages (en particulier le carignan, qui présente une bonne résistance à la sécheresse), sur les porte-greffes, sur la matière organique, sur l'ombrage des vignes ? Nous mettons en place un large éventail de pistes à disposition des vignerons pour répondre à ce réchauffement climatique, mais la réalité concrète demeure : une vigne transpire entre 2,5 litres et 25 litres d'eau par jour en plein été. S'il n'y a pas d'apport pour équilibrer, il suffit de quelques jours sans réserve utile pour que tout soit grillé.* »

### **IRAOC, un projet méditerranéen pour une irrigation raisonnée**

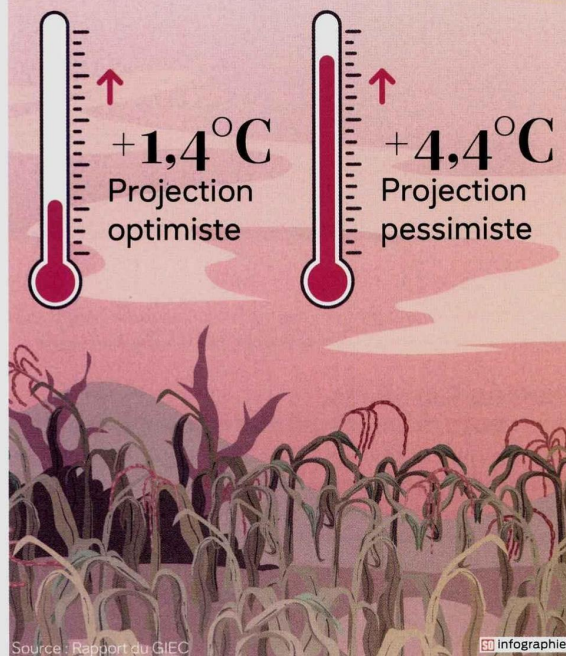
Stéphane Roux, directeur de l'AOC Minervois et de la Fédération régionale des syndicats d'appellation, abonde dans le

DOSSIER • LA RUÉE VERS L'EAU

sens de son homologue des Corbières : « Par endroits, nous n'en sommes plus à parler de rendement ou de qualité des raisins à la suite de trois années de sécheresse consécutives : nous en sommes à parler de mortalité de la vigne, pouvant aller jusqu'à 50 % de perte. À La Palme, dans le sud du département de l'Aude, il est tombé 160 mm de pluie en 2024, alors qu'à Mar-rakech il est tombé 240 mm. Voilà pour planter le décor. Sans eau, on ne pourra pas faire grand-chose. Même s'il n'y a pas que l'irrigation comme solution, l'accès à l'eau sera déterminant. Sachant que si le réseau Aqua Domitia devait s'étendre jusqu'à Perpignan, cela prendrait au moins dix ans, la réalité est que sur l'ensemble des 21 appellations et 42 000 hectares du bassin languedocien, on a des zones irrigables qui vont de 3 % à 23 %, disons 15 % en moyenne, comme dans le Minervois. Il va bien falloir gérer les 85 % qui restent, et, pour ce qui concerne l'irri-gation, dans un souci de durabilité, il faut travailler sur la régle-mentation, pour permettre aux opérateurs d'être responsables. » D'où le lancement du projet IRAOC (pour irrigation raisonnée du vignoble AOC), en 2024, en Provence et couvrant tout l'arc méditerranéen : un programme s'appuyant sur une centaine de parcelles de référence équipées de compteurs d'eau connec-tés, pour mesurer précisément les besoins de la vigne en fonc-tion des millésimes et ainsi proposer des modèles viables aux vignerons, qui doivent avoir une conscience très précise de l'eau qu'ils utilisent. « On estime qu'en fonction du profil plus ou moins sec du millésime et pour avoir un rendement correct autour de 30 hl/ha, la vigne va nécessiter entre 80 mm et 160 mm d'apport d'eau. On se donne trois ans pour établir un bilan concret », pré-cise Stéphane Roux, qui souligne l'importance d'accompagner ce programme d'un véritable travail d'information : « d'un point de vue sociétal, face à la raréfaction de la ressource, le public ne comprendrait pas que l'on utilise de l'eau pour la vigne. Mais il y a aussi cette idée que la vigne peut tout encaisser, ce qui est faux. Il y a un juste milieu à trouver pour que la viticulture ne disparaisse pas, pour que notre territoire, nos paysages soient préservés, pour que notre région conserve de la diversité. Nous voudrions que cette idée aille jusqu'au ministère de l'Agriculture, et que la viticulture soit enfin considérée comme une cause nationale. » Dans tous les cas, ce n'est que par l'intelligence collective que

ce recours à l'eau pourra se coordonner de façon éthique et responsable. À l'image de ce qui a été mis en place en vallée du Rhône via les ASA (associations syndicales autorisées) qui gèrent les ressources venant du fleuve au plus grand débit de France et ses affluents. Un exemple probant étant l'ASA IT3C, mise en place en 2023 et apportant le goutte-à-goutte à 400 hec-tares de vignes sur la rive gardoise du Rhône. 46 vignerons sont concernés, avec une limite de 1 000 m<sup>3</sup> par hectare et par an.

### Hausse de la température mondiale d'ici 2100



#### Château Lafleur secoue les tabous

Le 24 août dernier, dans une « lettre adressée aux amis et ambassadeurs de château Lafleur », la famille Guinaudeau annonçait qu'elle se retirait des AOC Pomerol et Bordeaux. « Notre climat change vite et fort, c'est avéré. Les millésimes 2015, 2019 et surtout 2022 en furent des témoins marquants, 2025 franchit un nouveau palier. Nous devons nous adapter, réfléchir et concrètement agir. Dans les faits, nous évoluons dans les choix de conduite de nos vignes plus rapidement que ne l'autorisent nos systèmes d'appellations d'origine contrôlés. En conséquence, tout en gardant un réel respect pour l'ensemble de nos collègues vignerons, et les syndicats de Pomerol et Bor-

deaux, nous avons choisi de ne pas revendiquer les appellations Pomerol et Bordeaux à partir de la récolte 2025. » Dans une se-conde missive adressée à la profession, Baptiste et Julie Gui-naudeau précisaient leur décision, en déclarant avoir opté en particulier pour des « apports d'eau ponctuels dès la mi-juin à une profondeur de 15 cm directement aux racines. » Appelant à une remise en question en profondeur du cadre des AOC, en particulier à Pomerol, les Guinaudeau reconnaissent la nature « sensible » du sujet de l'irrigation et de l'approvision-nement en eau, et lancent un pavé dans la mare qui devrait accélérer le débat à Bordeaux.